



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2699>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 851 - décembre 1986 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : décembre 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Paul Fabra, chroniqueur Économi-que du « Monde », ne se voit pas quand il se regarde dans un miroir. Sa pensée ne pèche pas par originalité et il fait plutôt preuve d'imperméabilité à toute nouveauté Économique. Ne lui parlons pas, bien entendu, d'Économie distributive. C'est vraiment trop !

Or, que lit-on dans sa chronique du 28 Octobre dernier intitulée « Le consensus des Économistes » ? Que 4 es Économistes sont isolés non seulement par rapport aux autres professions mais encore par rapport à la matière qu'ils ont à traiter (ce qui est un comble) parce qu'il n'existe pratiquement plus aujourd'hui, en fait de sciences Économiques, qu'une pensée officielle ». Et Fabra précise sa pensée : « De nos jours les gouvernements, les grandes entreprises, les institutions internationales... font constamment appel aux services des Économistes. Ils en emploient un grand nombre. Or, dans la plupart des cas, ce que demande une organisation, qu'elle soit publique ou privée, c'est non pas qu'on lui ouvre de nouvelles voies, mais qu'on lui donne les moyens et les justifications de se perpétuer. L'échange continu d'observations, d'analyses, d'études entre, d'une part, le pouvoir sous toutes ses formes et, de l'autre, la « profession » favorise grandement la recherche du « consensus »... La méthode la plus facile pour les Économistes d'être écoutés et pris au sérieux, c'est de laisser entendre qu'ils sont tous, à des nuances près, d'accord pour recommander telle ou telle politique. Au cas où ils ne le sont pas, il est indispensable, pour qu'ils conservent leur crédibilité, qu'ils posent les problèmes en des termes identiques, quitte à suggérer des solutions différentes... Tant et si bien que le « consensus » est rarement le résultat comme on pourrait le croire, d'une discussion approfondie. L'expression renvoie plutôt au dictionnaire des idées reçues ». Lorsqu'il y a des contradicteurs, même câblés, s'ils ne font pas partie de la grande caravane du « consensus » on les ignore. « La caravane avance (elle évolue », mais elle ignore superbement qu'il puisse y avoir d'autres chemins que le sien, même si elle ne suit aucune direction claire ».

L'analyse de Paul Fabra est fort pertinente et nous montre, entre autres choses, pourquoi les politiques de droite ou de gauche ne sont pas fondamentalement différentes (elles prennent toutes les deux la « rigueur pour les plus démunis et la nécessité du profit pour les nantis, avec pour corollaire, la rareté considérée comme un phénomène naturel incontournable).

Mais quel dommage que Fabra ne se considère pas concerné par son analyse !

Un autre débat classique qui refait surface, c'est celui de l'investissement. Les hommes politiques de tout bord se posent gravement la question : faut-il aider l'investissement (R. Barre, les représentants professionnels, certains socialistes,...) ou faut-il au contraire procéder à un abaissement général des charges fiscales et des charges sociales et accélérer la « libéralisation de l'Économie pour favoriser la rentabilité des entreprises (J. Chirac, E. Balladur, et le R.P.R. en général...) ?

C'est que dans ce domaine là aussi, il y a « consensus » : les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain (à quelques ou à la Trinité, eh bien !).

Comme si les chefs d'entreprise étaient masochistes ! S'ils investissent, c'est pour faire plus de profit, pour produire à moindre coût et donc vendre plus. Or le travail de la machine coûtant de moins en moins cher et le travail humain revenant, lui, de plus en plus cher, il est évident qu'il faut informatiser, automatiser, robotiser à outrance, donc supprimer des emplois. C'est une évidence qui crève les yeux mais que les hommes politiques et les Économistes n'osent pas avouer car cela remet en cause la notion sacrée de travail et de hiérarchie. Les chefs d'entreprise, eux, l'ont bien compris mais n'en disent rien non plus : ils se contentent d'utiliser leurs profits pour spéculer sur les marchés financiers. En différant leurs investissements, ils ralentissent la progression du chômage. C'est que pour vendre, il faut avoir des clients solvables et, dans le système actuel la solvabilisation se fait pour l'essentiel grâce aux salaires. Le plus difficile dans ce jeu, c'est de conserver l'équilibre.

Pour faire plus sérieux, je vais vous répéter en langage économique-financier ce que je viens de vous dire ci-dessus en français de tous les jours et pour cela je vais laisser la parole à M. Christian de Boissieu, professeur à l'Université Paris-I, qui écrivait dans « le Monde » du 28 octobre dernier sous le titre « Le désenchantement : « L'économie mondiale s'est installée depuis quelques mois dans un immobilisme qui pourrait aussi bien laisser présager l'enfoncement dans une récession durable que les prémices d'une reprise de la croissance réelle, autorisée par un assainissement coûteux en termes de montée du chômage... Nous vivons dans un monde où certains prix cruciaux s'ajustent nettement plus vite que les quantités conditionnant le rythme de la production et le niveau de l'emploi...

Dans le domaine financier, les « bulles spéculatives prennent le pas sur les variables fondamentales, qu'il s'agisse des marchés de capitaux ou du marché des changes. L'inertie de l'investissement et de l'emploi face aux innovations financières suggère une autonomie croissante et potentiellement dommageable de la finance par rapport aux grandeurs réelles. » C'est bien dit, non ?

En attendant, le dernier rapport de l'OCDE sur « les perspectives de l'emploi,, publié le 25 Septembre dernier, n'est guère optimiste : en 1987, comme en 1986, l'ensemble des 24 pays de l'organisation devrait compter 31 millions de demandeurs d'emplois, ce qui représente 8,25 % de la population active.

Au total, les pays de l'OCDE auront toujours 12 millions de chômeurs de plus qu'en 1979. Le rapport ne laisse aucune illusion sur une amélioration à moyen terme.